



LIGUE BURUNDAISE DES DROITS DE L'HOMME

"ITEKA"

B. 10. 6.
- Burundi
- Crisis Oct. '93
- "nouvelle voie"
- Mansueta

MESSAGE DE LA LIGUE "ITEKA" SUITE AUX EVENEMENTS QUI SECOUENT LE BURUNDI DEPUIS LE 21 OCTOBRE 1993

La Ligue ITEKA a appris avec consternation et indignation le coup de force mené dans la nuit du 20 au 21 Octobre 1993, par un groupe de militaires, qui s'est soldé notamment par l'assassinat du Président de la République, Son Excellence Monsieur Melchior NDADAYE, du Président de l'Assemblée Nationale, et d'autres hautes personnalités politiques.

La Ligue ITEKA a aussi appris avec consternation et indignation le déclenchement de massacres à caractère politique et ethnique dès le jour de l'assassinat du Chef de l'Etat, du Président de l'Assemblée Nationale et de quelques-uns de leurs principaux collaborateurs. Ces massacres continuent encore. Ils ont déjà coûté la vie à des milliers de personnes, ont poussé des milliers d'autres à l'exil intérieur ou extérieur, et font de nombreux blessés.

La Ligue ITEKA présente ses condoléances les plus émuës à la famille de son Excellence le Président Melchior NDADAYE, à celle du Président de l'Assemblée Nationale, aux familles de leurs proches collaborateurs ainsi qu'à toutes les familles qui ont perdu les leurs au cours de ces malheureux événements.

La Ligue ITEKA demande au Gouvernement de décréter un Deuil National et d'organiser les obsèques nationales du Président NDADAYE, du Président de l'Assemblée Nationale et de leurs proches collaborateurs.

Compte tenu de la situation dramatique que vit le pays, la Ligue ITEKA:

1° Rappelle avec insistance que la vie humaine est sacrée: "Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie"(Pacte International relatif aux Droits civils et politiques, Art.6)

2° Condamne avec vigueur le coup de force mené contre les Institutions démocratiquement mises en place, car il s'agit d'une volonté de remettre en cause le choix du peuple librement exprimé lors des élections législatives de Juin 1993.

3° Condamne avec la même vigueur les massacres ethnico-politiques commises par la population, parfois sous l'instigation ou avec la complicité de responsables administratifs ou de partis, ainsi que toutes les exactions et formes de répression commises par des militaires.

15° Comprend le souci du Gouvernement de faire appel provisoirement à une intervention internationale, pour assurer sa sécurité rapprochée et la protection des Institutions Démocratiques. Elle estime néanmoins que ce ne peut en aucun cas constituer un préalable à la reprise des activités du Gouvernement, qui est une condition nécessaire pour un retour à la vie normale.

16° Se réjouit de la récente décision du Gouvernement d'inviter les gens à la reprise du travail et demande à la population de vaquer effectivement à ses activités normales.

17° Comprend le souci de sécurité qui amène les gens à effectuer des rondes nocturnes, mais demande au Gouvernement de remplacer ces rondes de la population par celles des forces de l'ordre travaillant de concert avec les autorités locales. En effet, ces rondes peuvent être préjudiciables au travail de la journée et génèrent parfois des supicions inutiles, voir des dérapages.

18° Demande enfin que la liberté de presse soit réellement garantie et protégée. Les trois journalistes, récemment dépossédés irrégulièrement de leurs cartes d'accès à la RTNB, doivent pouvoir les récupérer sans délai. Dans ce contexte de crise, plus que par le passé, la Ligue rappelle que les medias publics et privés doivent donner une information objective, large et variée.

19° La Ligue ITEKA réaffirme son engagement à apporter sa contribution au retour au calme et à la paix dans le respect de l'état de droit et la préservation de toutes les valeurs démocratiques.

Fait à Bujumbura, le 30/10/1993

Le Président a.i. de la Ligue ITEKA

Gervais HAVYARIMANA

